

Investissement en Tunisie : «la solution réside dans la libéralisation et l'investissement privé !»



Un déjeuner-débat organisé par le CJD (Centre des jeunes dirigeants) a été organisé jeudi 8 mars 2018, à Tunis, sous le thème « Investissement : Etat des lieux, un an après l'entrée en vigueur du code d'investissement », et ce en présence d'une quarantaine d'experts économiques, de dirigeants politiques et de chefs d'entreprises.

Etaient notamment présents à cette rencontre, Wafa Laâmiri, présidente du CJD, Yassine Brahim, président de Afek Tounes et ancien ministre du Développement, de l'Investissement et de la Coopération internationale, Khalil Abidi, président directeur général de l'Agence de promotion de l'investissement extérieur (FIPA), Samir Bechouel, directeur général de l'Agence de promotion de l'industrie et de l'innovation (APII), et Zouhair Elkadhi, directeur général de l'Institut tunisien de la compétitivité et des études quantitatives (ITECO)

Mme Laâmiri a commencé par souligner l'importance de s'inscrire dans une économie libérale et « ne pas aller juste sur des axes et des filières ». « Le CJD se félicite de cette loi d'investissement libérale mais nous regrettons que la vision globale ne le soit pas. Nous ne pouvons pas avoir une loi d'investissement libérale sans un code d'investissement libéral, un code de travail libéral et une politique monétaire libérale. Il faut tout libéraliser ! », s'est-elle exprimée.

Pour sa part, Zouhair Elkadhi a indiqué qu'il existe un problème de croissance économique et que le défi était de trouver un moyen pour récupérer ce retard de 3 points. Il a, également, expliqué qu'il existe actuellement un processus de déstockage des entreprises qui s'amplifie de plus en plus et qui signifie qu'il n'y a pas d'investissements depuis 2015.

« Pendant la période 2000-2011, la croissance économique était alimentée par les services marchands à l'instar du tourisme et du transport. La croissance est tirée aujourd'hui des services non marchands. Ce qui est positif c'est que de nombreux secteurs ont viré de la zone rouge vers la zone verte notamment l'agroalimentaire et le tourisme qui se sont beaucoup développés. Les problèmes prédominants qui entravent la croissance économique sont essentiellement le déficit commercial où le taux d'importation a dépassé le taux d'exportation, les problèmes de refinancement dont le volume a atteint des niveaux inquiétants, la dépréciation du dinar, la chute des avoirs nets en devise, le problème du chômage qui a atteint 15.5%, l'endettement de l'Etat ainsi que le taux d'inflation qui a dépassé les 7% », a précisé M. Elkadhi.

S'ajoutent à ces problèmes qui bloquent l'investissement, la complexité des procédures administratives et les conditions requises pour investir, le manque de communication, de compréhension et de transparence au niveau de l'administration, la résistance au changement ainsi que le corporatisme « terrible », ajoute de son côté Khalil Abidi.

« Il faut investir dans le capital humain, la formation et les systèmes d'information au sein de l'administration car le salut de notre pays est dans la digitalisation. En effet, l'instance tunisienne de l'investissement vise, d'ici 2 ans, à lier tous les systèmes d'information et à rendre possible de fournir tous les services à distance comme le dépôt des dossiers ou des requêtes et le traitement des déclarations », a expliqué M. Abidi.

Selon Yassine Brahim, le plus gros problème que rencontre l'investissement est l'absence de leadership politique sur les questions économiques et ce sur le plan de l'organisation et des compétences. Il a, de ce fait, souligné que l'exécution du nouveau code de l'investissement n'est possible que s'il y a une volonté politique. « Aujourd'hui on a perdu la boussole de l'orientation économique en terme de politique publique », a-t-il dit.

« La solution réside dans le développement des projets en partenariat public-privé (PPP) afin de poursuivre l'investissement public tout en relançant l'investissement privé. On compte de nos jours 40% des investissements qui sont publics, on a une économie étatiste mais l'Etat est actuellement en faillite financière et il n'arrive plus à payer les sous-traitants bien qu'on ait relancé l'investissement public en 2016 pour les projets dormants. Je ne vois aucune raison qui ferait que l'Etat continue à faire des projets qui aggravent davantage son endettement », a affirmé le dirigeant d'Afek Tounes.

Afin de conclure sur une note positive, M. Bechouel a indiqué que pendant les mois de janvier et février 2018, les investissements déclarés se sont accrus de 61%.

Source : Business News